

REVUE DU
**DROIT
PUBLIC**

ET DE LA SCIENCE POLITIQUE
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

JACQUES ROBERT
JEAN-MARIE AUBY

Sang contaminé
Jurisprudence constitutionnelle
Dignité de la personne humaine
Composition du gouvernement
Nouvelle-Calédonie
Jurisprudence administrative
(transfusion sanguine, contrat administratif...)

Edouard Balladur
Interview exclusive

R.D.P.

1 - 1999

L.G.D.J.

Pages 1-312

- 5 **1. Entretien avec M. Édouard Balladur**
entretien réalisé par Jean-Michel BLANQUER
- 19 ACTUALITÉ CONSTITUTIONNELLE
**2. L'article 45 et le droit d'amendement après réunion de la
CMP : une « audace salutaire » de la part du Conseil Cons-
titutionnel**
par Jean-Pierre CAMBY
- 27 ACTUALITÉ BIBLIOGRAPHIQUE
**3. Une tragédie de la responsabilité. Remarques autour du
livre d'Olivier Beaud : « Le sang contaminé »**
par Denis BARANGER
- 37 CHRONIQUES DE FOND
4. La réserve constitutionnelle de réciprocité
par François LUCHAIRE
- 47 **5. Chronique de jurisprudence constitutionnelle 1997-1998**
par Dominique ROUSSEAU
- 93 **6. Force et faiblesse des droits fondamentaux comme instru-
ments du droit de la bioéthique : le principe de dignité et les
interventions sur le génome humain**
par Bertrand MATHIEU
- 113 CHRONIQUES CONSTITUTIONNELLES
**7. Nouvelle-Calédonie et Constitution : la révision constitu-
tionnelle du 20 juillet 1998**
par Jean-Yves FABERON
- 131 **8. La composition du gouvernement sous la V^e République**
par Bernard DOLEZ
- 159 CHRONIQUES ADMINISTRATIVES
9. La dignité de l'homme en droit
par Hugues MOUTOUH

- 197 **10. La dignité de la personne humaine ou la difficile insertion d'une règle morale dans le droit positif**
par Benoît Jorion
- 235 NOTE DE JURISPRUDENCE
11. A propos du refus de transfusion sanguine (CAA Plén., 9 juin 1998, *Mme Sénanayake et Mme Donyoh*) (deux espèces).
par Jean-Marie AUBY
- 249 CONCLUSIONS DES COMMISSAIRES
DU GOUVERNEMENT
12. Conflit négatif. Critères du contrat administratif. Travaux exécutés pour le compte d'une commune, présentant le caractère de travaux publics — compétence de la juridiction administrative (T. Confl., 16 mars 1998, *SA d'HLM CARPI c/ ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme*).
par M. ARRIGHI DE CASANOVA
- 254 **13. Recours pour excès de pouvoir contre un décret du Premier ministre nommant un parlementaire en mission. Acte de Gouvernement? non. Détournement de pouvoir? non** (CE, Sect., 25 septembre 1998, *M. Mégret*).
par Mme MAUGÜÉ
- 269 BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE
- 303 TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1998